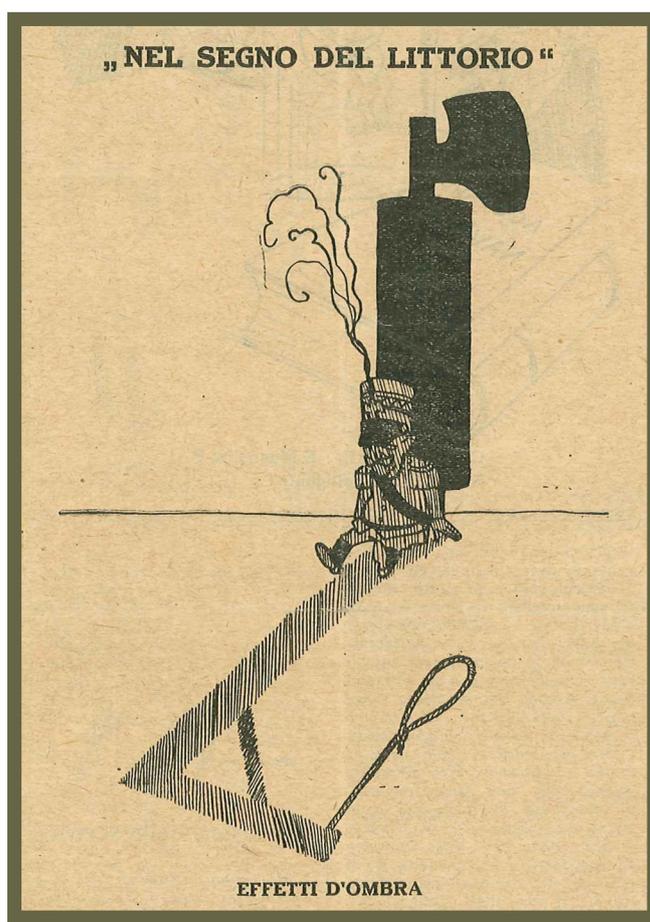


IL TESTO RITROVATO

Carlo Rosselli

OU EN EST LE FASCISME ITALIEN?



Fondazione Giangiacomo Feltrinelli

Fondazione Giangiacomo Feltrinelli

IL TESTO RITROVATO

Carlo Rosselli

OU EN EST LE FASCISME ITALIEN ?

© Fondazione Giangiacomo Feltrinelli - 2011

in copertina:

Nel segno del littorio in "Il becco giallo. Dinamico di opinione pubblica",
anno IV, n. 30, 15-30 settembre 1928

Publicato in "*Clarté. Revue mensuelle d'information et de documentation politiques*", n. 8, 16 marzo 1937, pp. 127-129.

Au bout de quatorze années de fascisme, le phénomène qui frappe le plus un observateur attentif, c'est celui de l'immobilité de la structure sociale italienne, dans ses éléments essentiels. Tout est changé dans la forme et dans les rapports extérieurs, mais bien peu de chose l'est au fond, dans les rapports réels. Le fascisme est une révolution permanente apparente qui sert à couvrir un effort suprême de restauration. La jeune Italie est vieille. A travers le vernis miroitant de l'Etat corporatif on perçoit une vague odeur de moisi.

Cela ne veut pas dire que le fascisme n'a rien fait d'objectivement utile ou que l'Italie, au cours de ces quatorze années de fascisme, n'ait pas subi de modifications.

Bien que réactionnaire le fascisme ne saurait se soustraire à certaines nécessités massives. Ayant monopolisé toute la vie politique et administrative, il apparaît souvent comme l'agent historique de transformations inévitables. Sa fonction devient alors celle de camoufler en actes libres, en décisions révolutionnaires du chef des nécessités prosaïques. Le fascisme fait alors à grand tapage ce qui ailleurs s'accomplit sans bruit et souvent avec une dépense d'énergies bien inférieure.

Ses innovations véritables sont dans le domaine de la technique politique. Le fascisme c'est la grande école de la réaction dans l'actuelle période de crise aiguë du monde capitaliste bourgeois et de développement révolutionnaire du mouvement ouvrier. Il enseigne la façon de se servir des instruments démocratiques et socialistes dans un but réactionnaire. Par son succès, il nous démontre que toute réaction, pour réussir, doit revêtir un caractère social, socialiste, de masse. Sa technique consiste à abattre la lutte de classe ou à l'escamoter, à résoudre la lutte politique en administration.

La restauration que le fascisme s'efforce d'accomplir reste cependant pleine d'« aléas », justement parce que tandis qu'il ne résout aucun des problèmes centraux de la vie italienne et au contraire les aggrave, il se borne à masquer les crevasses. Le fascisme admet tous les rapports et les institutions qui sont propres à une ère capitaliste. Mais il les transfigure et les idéalise sur un plan légèrement cadavérique. La propriété, le profit, la domination de classe ne se maintiennent plus par leur force intrinsèque, mais par celle de l'Etat. Leur justification aussi n'est plus sociale, mais d'Etat. Le fascisme a agi dans la vie italienne comme un puissant dissolvant. Il n'a pas dissous que le vieil Etat libéral. Il est en train de désagréger la monarchie, l'Eglise, la bourgeoisie, toutes les valeurs et toutes les institutions traditionnelles. En fait il ne les abolit pas, et même il les honore, mais il les découvre, les compromet, les asservit, les transforme en instruments directs de la dictature. Il les sape à la base tout en saluant leurs chefs empanachés.¹

Cette liquidation qui s'opère dans les choses s'opère visiblement aussi dans les esprits. L'état d'âme de la nouvelle génération est sceptique, indifférente dans sa majorité. Elle accepte

¹ La monarchie, ainsi que Giolitti, avait cru pouvoir se servir du fascisme comme d'un pion dans son jeu conservateur. C'est elle aujourd'hui le pion. Son prestige est évanoui. Le roi se voit obligé à parler de « patrie fasciste » et il doit s'incliner devant les monuments aux fascistes morts dans la guerre civile; le prince héritier doit s'habiller en chemise noire et commander aux manœuvres des bataillons de la milice; les autres princes de la famille sont couramment utilisés aux fins de la propagande. La royauté n'est, désormais, qu'un organe de l'Etat fasciste dont le chef n'est pas le roi, mais Mussolini. D'ailleurs, le Grand Conseil fasciste, nommé par Mussolini, se réserve le droit de statuer sur la succession au trône.

Non moins grave a été la dégradation de l'Eglise réduite à *instrumentum dictatoris*. Par la traité de Latran, l'Eglise a reçu la Cité du Vatican et 1.750 millions de lires, mais en échange elle a reconnu au fascisme le monopole sur la jeunesse. Par le Concordat, la religion catholique a été reconnue comme religion d'Etat, mais les évêques sont devenus des officiers de l'Etat dont ils sont tenus d'appuyer la politique. On a eu la preuve éclatante de cette collusion lors de la guerre d'Ethiopie. Le Pape, l'*Osservatore Romano* et – en des termes particulièrement enthousiastes – pas moins de 103 cardinaux et évêques italiens approuvèrent publiquement la guerre « civilisatrice ». Un autre exemple du servilisme de l'Eglise est l'appui qu'elle donne à la politique fasciste de violente dénationalisation des régions allemandes et slaves, en substituant au clergé local des prêtres italiens.

« L'Eglise fascistisée » est une expression courante en Italie.

le fascisme comme un état de fait, jamais ou de moins en moins comme un vérité; et elle est la première à rire des camouflages idéalistes de la force et des intérêts. Le jour où le fascisme s'écroulera, on trouvera cette jeunesse disposée à toutes les audaces révolutionnaires.

C'est la conscience de l'usure terrible à laquelle le fascisme a soumis l'ordre sociale en la canalisant dans des bornes étroites qui explique peut-être la passivité presque totale de la grande bourgeoisie et d'une partie des classes moyennes. On aimerait bien se débarrasser de l'embarras fasciste, on aimerait bien respirer un peu plus librement, mais on est si persuadés que sa disparition ouvrirait les cataractes de la révolution, qu'on s'y tient désespérément.

C'est ainsi que le fascisme continue. Tandis que l'Etat se renforce, la société dépérit. C'est un lent engloutissement non d'une seule classe mais de toutes les classes. La thèse traditionnelle que dit que l'Etat ne peut s'épanouir là où la société dépérit, est contredite d'une façon flagrante par le régime fasciste chez lequel la force de l'Etat provient en partie de ce processus de décadence et de momification sociale.

Cela apparait particulièrement dans la sphère économique. L'Etat fasciste, produit de la crise, en vit et l'éternise. Il est vraiment la forme politique caractéristique du capitalisme en ruine.

Sur quatorze années de fascisme, dix se déroulent en période de crise. L'Etat totalitaire n'est pas né en 1922 mais en 1926-1927, au moment où commençait la crise économique spécifiquement italienne : crise que ira en s'accroissant jusqu'à devenir endémique.

L'économie italienne a fléchi progressivement sous l'effort. Mais la dictature s'est indiciblement renforcée puisqu'elle s'est mise en état de contrôler à travers la technique des interventions et des sauvetages, la vie économique tout entière. L'Etat fasciste c'est le liquidateur intéressé d'une gigantesque faillite sociale. Il socialise systématiquement les pertes des grandes entreprises et de la grande

banque en rejetant le poids sur la collectivité ; et toujours avec l'argent de la collectivité il remet debout les entreprises en faillite en les rendant aux vieux groupes dirigeants.²

Le pays s'appauvrit mais l'Etat n'a jamais été si puissant. La misère est sa grande alliée.

Dans l'Etat totalitaire la lutte de classe n'est pas abolie. Mais puisque l'immense majorité des citoyens est opprimée matériellement, politiquement, moralement, la lutte prend la forme d'un contraste entre l'Etat et la société, c'est-à-dire entre les oligarchies qui détiennent le pouvoir et la masse de la population.

Quelles sont ces oligarchies qui dominent en Italie? Si l'on schématise un peu elles sont au nombre de deux : le grand capital financier et la bureaucratie fasciste. L'une représente la grande bourgeoisie, l'autre la petite, dans sa minorité privilégiée et monopoliste. D'un côté les 100 familles, de l'autre 100.000 secrétaires de faisceaux, de syndicats, podestats, miliciens, etc. C'est un erreur de dire que le fascisme est purement et simplement la dictature du capital financier. Oligarchie financière et bureaucratie fasciste dominant de concert et exploitent de concert. Il s'est établi entre elles une sorte de division de répartition du travail : l'oligarchie financière tient en mains les leviers économiques, la bureaucratie les leviers politiques. Le mythe transfigurateur, l'élément de fusion entre elles c'est le chef, le Duce.

Au fur et à mesure que l'économie s'appauvrit et se stabilise, l'autonomie de la bureaucratie augmente. Mais dans cette bureaucratie entrent souvent des représentants du grand capital tandis qu'un certain nombre des chefs fascistes sont admis à faire partie du directoire économique.

Un côté de la question qui n'est pas suffisamment éclairci c'est celui du degré de technicité dont fait preuve ce bureau-capitalisme,

² Le cas classique est celui de la Banca Commerciale. Acculée à la faillite en 1931, elle céda sans perte à l'Etat son énorme portefeuille industriel gelé (4 milliards d'actions), tout en conservant le contrôle des entreprises.

qui ne s'embarrasse plus comme dans le vieil Etat libéral de contrôle, de concurrence, de publicité.

L'Etat fasciste est administré comme une grande entreprise de monopole, avec des méthodes qui ne se différencient pas beaucoup de celles qui président à la gestion des entreprises capitalistes avec la collaboration souvent directe des grands magnats pour lesquels l'Etat c'est la défense suprême et parfois la seule source de profits.³

La terreur qu'il inspire aux citoyens avec le pouvoir souverain qu'il détient lui confère une liberté ou plutôt une multiplicité et une ingéniosité des solutions supérieures à celles d'une entreprise privée. Pour couvrir son déficit chronique, pour diminuer le poids de la dette publique, pour trouver les ressources nécessaires à une guerre, l'Etat fasciste est capable d'accomplir des tours de force inimaginables en climat libéral et démocratique.

Cette technique est une des secrets de sa résistance qui s'affirme, au-delà de toutes les prévisions des économistes et des politiciens.

Elle ne se borne pas à l'économie. C'est aussi une technique savante qui permet au fascisme de résoudre la lutte politique dans l'administration. On insiste beaucoup, et avec raison, sur la terreur fasciste qui joue d'une façon plus préventive que répressive. Mais plus agissant encore que la terreur est *l'interventionnisme, l'activisme fasciste*. A l'encontre des vieilles réactions, le fascisme ne se borne pas à interdire. Il exige qu'on fasse. Il ne tolère pas des zones d'indifférence ou d'indépendance. Il veut pénétrer partout, tout

³ « Pour le fascisme, l'Etat est l'absolu, devant le quel les individus et les groupements sont le relatif », écrit Mussolini dans *La dottrina del fascismo*. Il dit encore que « la nation est créée par l'Etat ». De là à réduire les citoyens à des choses, à des simples rouages de la machine totalitaire, le chemin est bref.

Toutefois ce totalitarisme n'est pas nouveau. Il est pratiqué depuis longtemps par les grandes sociétés capitalistes qui contrôlent et administrent leur personnel en dehors même de l'usine par leurs services d'habitation, d'alimentation, du loisir, d'assurance, bien souvent obligatoires.

[Per il riferimento al testo di Mussolini si veda Benito Mussolini, *La dottrina del fascismo*. Con una storia del movimento fascista di Gioacchino Volpe, Treves-Treccani-Tuminelli, Roma 1932, ripettivamente, p. 19 e p. 6, ndr].

voir, tout contrôler, tout réglementer. Il ne se content pas d'un assujettissement passif, d'une obéissance discrète : il exige un asservissement actif, une série ininterrompue de manifestations, d'adhésion, une obéissance joyeuse, bruyante, une prostitution collective.

D'où deux conséquences: l'avilissement des caractères et la difficulté extrême de la lutte, surtout en se servant des anciennes armes de parti, contre l'Etat totalitaire.

Toutefois cet Etat n'est pas solide. Il peut durer encore, mais il peut aussi périr rapidement. C'est le produit de la force et de la crise, non pas du consentement et de la vie. C'est l'éternel *parvenu* qui se sentant perpétuellement menacé doit cacher sa peur derrière une activité dévorante.

Le fascisme ne peut pas désarmer, il ne peut pas se normaliser. La longue carrière du fascisme italien le prouve.

Après avoir éteint ou étouffé les oppositions à l'intérieur, son dynamisme qui est en somme le réflexe de ses contradictions et de ses faiblesses internes, le porte irrésistiblement à la guerre.

Bien avant la guerre d'Afrique la politique fasciste malgré l'expédient du système corporatif, était toute dominée par la nécessité de la guerre. La guerre d'Afrique, par son succès, a arraché les derniers voiles et hâté le rythme de son évolution.

Le fascisme est désormais un impérialisme armé en position d'attaque. Il est en train d'accomplir l'effort le plus systématique qu'on ait jamais tenté pour transformer la société civile en société guerrière.

La guerre c'est la logique et son but. Logique catastrophique, comme, tôt ou tard, l'histoire le prouvera.